

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2004 — 1359

[2004/200320]

17 DECEMBRE 2003. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française  
fixant le code de qualité de l'accueil

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », notamment son article 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999 fixant le code de qualité de l'accueil;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil;

Vu l'avis de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 3 septembre 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n° 35.964/4, donné le 18 novembre 2003;

Considérant la Convention internationale du 20 novembre 1989 relative aux droits de l'enfant;

Considérant la recommandation du Conseil des Communautés européennes du 31 mars 1992 concernant la garde des enfants;

Considérant la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie;

Considérant le décret du 14 juillet 1997 portant organisation de la promotion de la santé en Communauté française;

Considérant le décret du 16 mars 1998 relatif à l'aide aux enfants victimes de maltraitements;

Considérant la Charte d'avenir pour la Communauté Wallonie-Bruxelles adoptée par le Gouvernement de la Communauté française le 26 septembre 2001 précisant que « la Communauté se doit de garantir à tous les enfants les conditions optimales d'un accueil de qualité »;

Considérant que les besoins en matière d'accueil dépassent la seule nécessité de surveillance de l'enfant durant les périodes d'indisponibilité des personnes qui le confient et concernent particulièrement son développement physique, psychologique, cognitif, affectif et social;

Considérant que la multiplicité et la diversité des services d'accueil existants reflètent l'étendue des besoins en la matière;

Considérant que cette multiplicité et cette diversité, qui constituent une richesse, doivent s'intégrer dans un cadre cohérent garantissant une continuité dans les pratiques d'accueil, cette continuité étant d'autant plus nécessaire qu'un grand nombre d'enfants peuvent être amenés à fréquenter successivement, parfois au cours d'une même journée, des services d'accueil différents de par leur contexte institutionnel, leur mode de fonctionnement, leur philosophie d'action ainsi que par le type d'activités proposées;

Considérant qu'il convient de renforcer cette cohérence par la détermination de principes fondamentaux constituant la base commune aux différentes pratiques en matière d'accueil d'enfants, principes reposant notamment sur les connaissances scientifiques relatives au développement de l'enfant;

Considérant que ces principes fondamentaux se traduisent en termes d'objectifs;

Considérant qu'un accueil de qualité doit faire l'objet d'une réflexion dans un processus dynamique, continu, partagé et considéré comme enjeu de professionnalisation;

Sur proposition du Ministre de l'Enfance,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Champ d'application*

**Article 1<sup>er</sup>.** En vertu de l'article 6 du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », tout qui, étranger au milieu familial de vie de l'enfant, organise l'accueil d'enfants de moins de 12 ans de manière régulière se conforme au présent code de qualité de l'accueil, sans préjudice d'autres dispositions prises par ou en vertu d'une disposition décrétole ou réglementaire, notamment celles relatives à l'agrément et à l'octroi de subventions aux institutions et services en matière de naissance et d'enfance, de jeunesse ou d'aide à la jeunesse.

Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par milieu d'accueil tout(e) personne, service ou institution qui, étranger(ère) au milieu familial de vie de l'enfant, organise de manière régulière l'accueil d'enfants de moins de 12 ans et par accueillant(e), toute personne qui accueille les enfants.

CHAPITRE II. — *Objectifs**Section 1<sup>re</sup> — Des principes psychopédagogiques*

**Art. 2.** Afin de réunir pour chaque enfant les conditions d'accueil les plus propices à son développement intégré sur les plans physique, psychologique, cognitif, affectif et social, le milieu d'accueil préserve et encourage le désir de découvrir de l'enfant en organisant des espaces de vie adaptés à ses besoins, en mettant à sa disposition du matériel et lui donnant accès à des activités, le cas échéant, diversifiées.

**Art. 3.** Le milieu d'accueil veille à la qualité de la relation des accueillant(e)s avec l'enfant.

**Art. 4.** Le milieu d'accueil permet à l'enfant de s'exprimer personnellement et spontanément et favorise le développement de la confiance en soi et de l'autonomie.

**Art. 5.** Le milieu d'accueil contribue au développement de la socialisation de l'enfant. Tenant compte de son âge, il favorise le développement de la vie en groupe dans une perspective de solidarité et de coopération.

*Section 2. — De l'organisation des activités et de la santé*

**Art. 6.** Le milieu d'accueil organise les groupes d'enfants de manière à offrir des conditions propices tant au bon déroulement des activités qu'à l'établissement d'une relation de qualité avec l'accueillant(e) et à la prise en compte des besoins et attentes des enfants.

**Art. 7.** Le milieu d'accueil veille, dans l'organisation des activités, à faire place à l'initiative de chacun des enfants et à préserver la notion de temps libre, particulièrement lorsque la période d'accueil fait suite à des activités pédagogiques.

**Art. 8.** Le milieu d'accueil, dans une optique de promotion de la santé et de santé communautaire, veille à assurer une vie saine aux enfants.

*Section 3. — De l'accessibilité*

**Art. 9.** Le milieu d'accueil évite toute forme de comportement discriminatoire basé sur le sexe, la race ou l'origine socioculturelle et socio-économique à l'encontre des enfants, des personnes qui les confient et des accueillant(e)s.

**Art. 10.** Le milieu d'accueil favorise l'intégration harmonieuse d'enfants ayant des besoins spécifiques, dans le respect de leur différence.

**Art. 11.** Le milieu d'accueil met tout en œuvre pour que son accès ne soit pas limité par le montant de la participation financière éventuellement demandée aux personnes qui confient l'enfant.

**Art. 12.** Le milieu d'accueil veille à l'égalité des chances pour tous les enfants dans la gestion des activités et/ou de la vie quotidienne

*Section 4. — De l'encadrement*

**Art. 13.** Le milieu d'accueil veille à ce que l'encadrement soit assuré par du personnel qualifié qui ait les compétences nécessaires pour répondre aux besoins des enfants et aux spécificités du type d'accueil organisé.

**Art. 14.** Le milieu d'accueil encourage les accueillant(e)s, quelle que soit la qualification de base de ceux(elles)-ci, à suivre une formation continue relative au caractère professionnel de la fonction d'encadrement et aux connaissances en matière de développement de l'enfant.

*Section 5 : Des relations du milieu d'accueil avec les personnes qui confient l'enfant et avec l'environnement*

**Art. 15.** Le milieu d'accueil veille à concilier les notions d'accueil et de garde en proposant un service qui rencontre les besoins de l'enfant tout en répondant à la demande des personnes qui le confient.

**Art. 16.** Le milieu d'accueil informe les personnes qui confient l'enfant de son projet et s'informe des attentes de celles-ci. Il institue un mode d'accueil qui leur permet de confier l'enfant en toute sérénité et d'être pleinement disponibles tant psychologiquement que physiquement pour leurs occupations, que celles-ci soient d'ordre professionnel ou non.

**Art. 17.** Le milieu d'accueil établit avec les personnes qui confient l'enfant une relation qui développe et encourage la complémentarité entre les différents lieux de vie de l'enfant.

**Art. 18.** Le milieu d'accueil prend en compte, dans la façon dont l'accueil est organisé et dans la conception et la mise en œuvre des activités, les caractéristiques sociales, culturelles, économiques et environnementales du milieu de vie de l'enfant accueilli, en tenant compte des situations particulières.

**Art. 19.** Le milieu d'accueil favorise les relations avec les collectivités et associations locales.

*CHAPITRE III. — Mise en œuvre des objectifs*

**Art. 20.** § 1<sup>er</sup>. Le milieu d'accueil établit un projet d'accueil et en délivre copie aux personnes qui confient l'enfant, le cas échéant, sous une forme synthétique et aisément lisible. Dans tous les cas, il tient la version complète à disposition des personnes qui confient l'enfant qui le demandent.

§ 2. Le projet d'accueil est élaboré en concertation avec les accueillant(e)s et fait l'objet d'une consultation où sont notamment invitées les personnes qui confient l'enfant.

§ 3. Le projet d'accueil comporte au moins les informations suivantes :

1° le type(s) d'accueil organisé(s);

2° le règlement d'ordre intérieur, au moins lorsque celui-ci est requis par la réglementation qui régit le milieu d'accueil;

3° le contexte institutionnel dans lequel s'insère l'organisation de l'accueil;

4° le mode de fixation de la participation financière des personnes qui confient l'enfant;

5° le taux d'encadrement pratiqué;

6° la qualification du personnel;

7° la description des choix méthodologiques ainsi que des actions concrètes mis en œuvre pour tendre vers les objectifs visés au chapitre II du présent code de qualité.

§ 4. Le projet d'accueil fait l'objet d'une évaluation régulière et est mis à jour au moins tous les trois ans, suivant les mêmes modalités que celles déterminées au § 2.

§ 5. Le milieu d'accueil transmet à l'Office de la Naissance et de l'Enfance copie du projet d'accueil et de ses mises à jour, à l'exception des milieux d'accueil qui sont soumis à l'accompagnement d'un des services du Gouvernement, en vertu des dispositions visées à l'article 6, § 3, du décret du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. ». Dans ce cas, les milieux d'accueil transmettent copie de leur projet d'accueil et de leurs mises à jour conformément aux dispositions décrétales ou réglementaires qui les concernent.

§ 6. Dans l'appréciation de la mise en œuvre des objectifs visés au chapitre II, il est tenu compte de la réalité de chaque mode d'accueil, notamment pour ce qui concerne le cas d'un accueil organisé par un milieu d'accueil au domicile d'un enfant.

CHAPITRE IV. — *Attribution d'une attestation de qualité*

**Art. 21.** Le milieu d'accueil, qui en a fait la demande et qui se soumet à la surveillance de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, reçoit de cet Office une attestation de qualité après :

1. évaluation du milieu d'accueil par référence au projet d'accueil de celui-ci et au présent code de qualité;
2. évaluation du fait que le milieu d'accueil projette bien de faire évoluer la qualité de l'accueil dans le sens d'un ou de plusieurs des objectifs visés au chapitre II et de l'adéquation des moyens envisagés pour y arriver.

En vue de l'attribution d'une attestation de qualité aux milieux d'accueil qui sont soumis à l'accompagnement d'un des services du Gouvernement, en vertu des dispositions visées à l'article 6, § 3, du décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé « O.N.E. », l'Office de la Naissance et de l'Enfance peut conclure avec ces services des protocoles de collaboration fixant en commun les modalités conduisant à ladite attribution par l'Office.

**Art. 22.** L'attestation de qualité délivrée par l'Office de la Naissance et de l'Enfance a une validité de trois ans et est renouvelée, tenant notamment compte de l'évaluation de la mise en œuvre du projet d'accueil précédent, selon les conditions et modalités prévues à l'article 21.

**Art. 23.** Lorsque l'Office de la Naissance et de l'Enfance estime devoir refuser ou retirer l'attestation de qualité, il en informe le milieu d'accueil par lettre recommandée motivée. Celle-ci stipule par ailleurs que le milieu d'accueil dispose d'un délai de 75 jours à dater de la réception de la lettre recommandée pour remédier aux éléments visés dans celle-ci et qu'à défaut de remédiation, l'Office de la Naissance et de l'Enfance entendra le représentant du milieu d'accueil, qui pourra se faire assister de toute personne ou de toute institution de son choix.

L'Office de la Naissance et de l'Enfance peut accorder au milieu d'accueil tout délai supplémentaire qu'il juge utile pour lui permettre de rencontrer les dispositions prévues par le présent code de qualité de l'accueil.

**Art. 24.** L'Office de la Naissance et de l'Enfance diffuse annuellement la liste des milieux d'accueil disposant de l'attestation de qualité.

CHAPITRE V. — *Dispositions abrogatoires et finales*

**Art. 25.** L'Office de la Naissance et de l'Enfance prend les dispositions nécessaires pour faire connaître le présent code de qualité de l'accueil.

**Art. 26.** Dans l'arrêté du 27 février 2003 du Gouvernement de la Communauté française portant réglementation des milieux d'accueil :

1. La date du « 31 mai 1999 » à l'article 1<sup>er</sup>, 7<sup>o</sup>, à l'article 16 et à l'article 67, 1<sup>o</sup>, est remplacée par celle de l'approbation par le Gouvernement de la Communauté française du présent arrêté;

2. Les mots « en exécution de l'article 19 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999 fixant le code de qualité de l'accueil » à l'article 1<sup>er</sup>, 8<sup>o</sup>, sont remplacés par les mots « en exécution de l'article 20 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l'accueil »;

3. Les mots « en exécution de l'article 23 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999 fixant le code de qualité de l'accueil » à l'article 1<sup>er</sup>, 9<sup>o</sup>, sont remplacés par les mots « en exécution de l'article 21 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2003 fixant le code de qualité de l'accueil »;

4. Les mots « , conformément à l'article 20 du Code de qualité » à l'article 50, § 3., sont supprimés;

5. Les mots « d'un an à dater du jour de la publication du présent arrêté » à l'article 163, § 1<sup>er</sup>, sont remplacés par « jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2007 au plus tard ».

**Art. 27.** L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 31 mai 1999 fixant le code de qualité de l'accueil est abrogé.

**Art. 28.** Le Ministre de l'Enfance est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Art. 29.** Le présent arrêté entre en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2004.

Bruxelles, le 17 décembre 2003.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enfance,  
J.-M. NOLLET

## VERTALING

## MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2004 — 1359

[2004/200320]

**17 DECEMBER 2003. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de kwaliteitsopvangcode**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 tot hervorming van de Office de la Naissance et de l'Enfance, O.N.E. afgekort, inzonderheid op artikel 6;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 31 mei 1999 tot vaststelling van de voorschriften voor een degelijke opvang;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen;

Gelet op het advies van de Office de la Naissance et de l'Enfance, gegeven op 3 september 2003;

Gelet op het advies van de Raad van State nr.35.964/4, gegeven op 18 november 2003;

Gelet op het Internationaal Verdrag van 20 november 1989 betreffende de rechten van het kind;

Gelet op de aanbeveling van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 31 maart 1992 betreffende kinderopvang;

Gelet op de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden;

Gelet op het decreet van 14 juli 1997 houdende organisatie van de gezondheids promotie in de Franse Gemeenschap;

Gelet op het decreet van 16 maart 1998 inzake hulpverlening aan mishandelde kinderen;

Overwegende dat het Handvest voor de Toekomst van de Franse Gemeenschap Wallonië - Brussel aangenomen door de Regering van de Franse Gemeenschap van 26 september 2001 preciseert dat "de Gemeenschap moet instaan voor het waarborgen aan alle kinderen van optimale kansen op een kwaliteitsopvang;

Overwegende dat de behoeften inzake opvang niet alleen betrekking hebben op het toezicht over een kind gedurende de periodes tijdens welke de personen die het kind toevertrouwen, niet voor hem kunnen zorgen, maar ook inzonderheid op zijn lichamelijke, psychologische, cognitieve, affectieve en sociale ontwikkeling;

Overwegende dat de veelvuldigheid en de diversiteit van de bestaande opvangdiensten een weerspiegeling zijn van de behoeften terzake;

Overwegende dat deze veelvuldigheid en diversiteit, die op zichzelf een rijkdom vormen, geïntegreerd moeten worden in een coherent kader waarbij wordt de continuïteit van de opvangpraktijk gegarandeerd, continuïteit die nog meer noodzakelijk is aangezien een groot aantal kinderen ertoe verplicht kunnen zijn soms gedurende eenzelfde dag verschillende opvangdiensten te bezoeken waarvan de institutionele aard, de nadere regels van werking, de overtuiging inzake actie alsook de aangeboden types activiteiten verschillend zijn;

Overwegende dat deze coherentie verstevigd dient te worden door het vaststellen van basisbeginselen die de grondslag zullen leggen voor de verschillende aanpakken inzake praktijk met betrekking tot kinderopvang, beginsels die onder andere op de wetenschappelijke kennis van de ontwikkeling van het kind steunen;

Overwegende dat deze basisbeginselen verwoord kunnen worden in doeleinden;

Overwegende dat een kwaliteitsopvang beredeneerd moet worden met inachtneming van een dynamisch, continu, overlegd proces waaraan de professionalisering ten grondslag ligt;

Op de voordracht van de Minister van Kinderwelzijn,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Toepassingsgebied**

**Artikel 1.** Krachtens artikel 6 van het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de "Office de la Naissance et de l'Enfance", "O.N.E." afgekort, mag geen persoon die niet behoort tot het familiaal leefmilieu van het kind de opvang van kinderen die jonger zijn dan twaalf jaar regelmatig organiseren zonder deze kwaliteitsopvangcode in acht te nemen, onverminderd andere bepalingen genomen door of krachtens een decreets- of reglementaire bepaling, inzonderheid deze betreffende de erkenning van en de toekenning van toelagen aan de instellingen en diensten inzake geboorte en kinderopvang, jeugdzaken of hulpverlening aan de jeugd.

Voor de toepassing van dit besluit, dient verstaan te worden door opvangmilieu, iedere persoon, dienst of instelling, die, alhoewel niet behorend tot het familiaal leefmilieu van het kind, regelmatig de opvang van kinderen van minder dan twaalf organiseert en door opvangende persoon, iedere persoon die kinderen opvangt.

**HOOFDSTUK II. — Doelstellingen****Afdeling 1. — De psychopedagogische beginselen**

**Art. 2.** Om voor ieder kind de bestgeschikte opvangvoorwaarden te garanderen met het oog op zijn geïntegreerde ontwikkeling op de lichamelijke, psychologische, cognitieve, affectieve en sociale vlakken, probeert het opvangmilieu de ontdekkingslust van het kind te behouden en te bevorderen door leefruimtes in te richten die aan zijn behoeften beantwoorden, door het kind materiaal beschikbaar te maken en door het toegang te verlenen tot, zo nodig, verscheidene activiteiten.

**Art. 3.** Het opvangmilieu zorgt voor de kwaliteit van de relatie van de opvangende persoon (personen) met het kind.

**Art. 4.** Het opvangmilieu laat het kind toe zijn persoonlijke en spontane meningen bekend te maken en bevordert de ontwikkeling van zelfvertrouwen en autonomie.

**Art. 5.** Het opvangmilieu draagt bij tot de ontwikkeling van de socialisering van het kind. Rekening houdend met zijn leeftijd, moedigt het de ontwikkeling van het groepleven aan met als doel het aankweken van solidariteit en coöperatie.

*Afdeling 2. — Inrichting van de activiteiten en van de gezondheid*

**Art. 6.** Het opvangmilieu richt de kindergroepen in met als doel de bestgeschikte voorwaarden te scheppen zowel voor het goede verloop van de activiteiten als voor het totstandbrengen van een kwaliteitsrelatie met de opvangende persoon (personen) en het inachtnemen van de behoeften en verwachtingen van de kinderen.

**Art. 7.** Het opvangmilieu zorgt, tijdens de inrichting van de activiteiten, ervoor dat ieder kind vrije uitdrukking kan geven tot zijn initiatief en dat de notie van vrije tijd behouden blijft, inzonderheid wanneer de opvangperiode plaats ingrijpt na pedagogische activiteiten.

**Art. 8.** Het opvangmilieu, met het oog op de bevordering van de gezondheid en van de gemeenschapsgezondheid, zorgt ervoor dat het kind een gezond leven leidt.

*Afdeling 3. — Toegangsvoorwaarden*

**Art. 9.** Het opvangmilieu vermijdt elke vorm van discriminatie gebaseerd op het geslacht, de ras of de socioculturele of socio-economische afkomst ten opzichte van de kinderen, de personen die ze toevertrouwen en de opvangende persoon (personen).

**Art. 10.** Het opvangmilieu moedigt een harmonieuze integratie aan van kinderen die specifieke behoeften aan de dag leggen, met inachtneming van hun verschil.

**Art. 11.** Het opvangmilieu zorgt er met alle krachten voor dat zijn toegang niet beperkt wordt door het bedrag van de mogelijke geldelijke bijdrage vereist van de personen die het kind toevertrouwen.

**Art. 12.** Het opvangmilieu zorgt voor de gelijkheid van kansen voor alle kinderen bij het beheer van de activiteiten en/of van het dagelijks leven.

*Afdeling 4. — De begeleiding*

**Art. 13.** Het opvangmilieu zorgt ervoor dat de begeleiding waargenomen wordt door bevoegd personeel dat over de nodige bevoegdheden beschikt om aan de behoeften van de kinderen en aan de specifieke vereisten van het type ingerichte opvang gevolg te kunnen geven.

**Art. 14.** Het opvangmilieu moedigt de opvangende persoon (personen) ertoe aan, wat haar (hun) basisbevoegdheid ook zij, een voortgezette opleiding te genieten met betrekking tot de beroepsaard van het begeleidingsambt en tot de kennis inzake ontwikkeling van het kind.

*Afdeling 5 : De betrekkingen van het opvangmilieu met de personen die hun kind toevertrouwen en met de omgeving*

**Art. 15.** Het opvangmilieu zorgt voor het verenigen van de noties van opvang en toezicht door het aanbieden van een dienst die de kinderen en hun behoeften tegemoet gaat met inachtneming van de vraag van de personen die het kind toevertrouwen.

**Art. 16.** Het opvangmilieu informeert de personen die het kind toevertrouwen over zijn project en vraagt naar de verwachtingen van deze personen. Hij richt een opvangmode in die hun toelaat het kind in alle sereniteit toe te vertrouwen en volledig operationeel te zijn, zowel psychologisch als lichamelijk, voor hun bezigheden, of die al dan niet professioneel zijn.

**Art. 17.** Het opvangmilieu legt met de personen die het kind toevertrouwen een betrekking aan die de complementariteit tussen de verschillende leefmilieus van het kind in de hand werkt en bevordert.

**Art. 18.** Het opvangmilieu houdt rekening, bij het inrichten van de opvang en bij de creatie en de concrete organisatie van de activiteiten, met de sociale, culturele, economische en milieukeunenmerken van het leefmilieu van het toevertrouwde kind, met inachtneming van de specifieke toestanden.

**Art. 19.** Het opvangmilieu moedigt de betrekkingen met de plaatselijke collectiviteiten en verenigingen aan.

*HOOFDSTUK III. — Verwezenlijking van de doeleinden*

**Art. 20.** § 1. Het opvangmilieu bepaalt een opvangproject en geeft er afschrift van aan de personen die een kind toevertrouwen, desnoods al wat geresumeerd en gemakkelijk leesbaar. In ieder geval, houdt het de volledige versie ter beschikking van de personen die het kind toevertrouwen, die het aanvragen.

§ 2. Het opvangproject wordt samengesteld in overleg met de opvangende personen en maakt het voorwerp uit van een raadpleging waarop, onder anderen, de personen die het kind toevertrouwen uitgenodigd worden.

§ 3. Het opvangproject bevat minstens de volgende inlichtingen :

1° het type ingerichte opvang;

2° het huishoudelijk reglement, en dit minstens wanneer dit reglement door de reglementering die op het opvangmilieu van toepassing is, het vereist;

3° de institutionele achtergrond waarin de inrichting van de opvang geïntegreerd wordt;

4° de manier waarop de financiële bijdrage van de personen die hun kind toevertrouwen wordt bepaald;

5° de gebezigde begeleidingsratio;

6° de bevoegdheid van het personeel;

7° de beschrijving van de methodologische keuzen alsook de concrete acties ondernomen om de bij hoofdstuk II van deze kwaliteitsopvangcode bedoelde doeleinden te verwezenlijken.

§ 4. Het opvangproject maakt het voorwerp uit van een regelmatige evaluatie en wordt minstens om de drie jaar bijgewerkt, volgens dezelfde nadere regels als deze bepaald bij § 2.